

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

BREVES

BISSAU : MANIFESTATION DEVANT L'AMBASSADE DU PORTUGAL

Des dizaines de personnes ont manifesté lundi devant l'ambassade du Portugal à Bissau pour protester contre ce qu'ils ont qualifié de "crime raciste" perpétré ce weekend sur un Bissau-Guinéen par un Portugais à Lisbonne. Bruno Candé, un Bissau-Guinéen de 39 ans, a été tué samedi dans la banlieue de Lisbonne dans des circonstances qui restent à préciser. Sa famille a affirmé dans un communiqué qu'il s'agissait d'un crime raciste, mais la police portugaise indique qu'elle ne dispose pas d'éléments pouvant corroborer cette thèse.

ETATS-UNIS : UN CONSEILLER DE TRUMP CONTAMINÉ PAR LE COVID-19

L'un des hommes les plus proches de Donald Trump, le conseiller à la sécurité nationale, a été contaminé par le coronavirus alors que le président américain parie sur la découverte rapide d'un vaccin pour contenir la pandémie de Covid-19, et doper ses chances de réélection le 3 novembre. L'exécutif américain a annoncé lundi que Robert O'Brien, qui par son poste est l'un des hommes les plus souvent en contact avec le président, avait été testé positif.

OTAN : LE REPOSITIONNEMENT DES FORCES AMÉRICAINES EN EUROPE BIENTÔT CONNU

Le repositionnement des forces américaines en Europe, avec notamment une réduction du nombre de militaires stationnés en Allemagne, sera connu dans les prochains jours, selon des sources des deux pays. Le président américain Donald Trump a approuvé fin juin un plan de retrait de 9.500 soldats américains stationnés jusqu'ici en Allemagne, qui devait être présenté d'abord au Congrès américain puis aux alliés de l'Otan

Mali : l'appel à l'union sacrée de la Cédéao

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP) Libreville/Gabon

Les 15 chefs d'Etat de la Cédéao se sont réunis hier en sommet virtuel pour trouver une porte de sortie à la crise politique au Mali. Ils ont appelé tous les acteurs maliens à "l'union sacrée". Les conclusions des échanges n'étaient pas encore disponibles au moment de notre bouclage.

Ouvrant les travaux, le chef de l'Etat nigérien Mahamadou Issoufou, en tant que président en exercice de la Cédéao, a demandé à ses pairs d'adopter des "solutions fortes pour une sortie de crise rapide" et appelé à "l'union sacrée de tous les Maliens". Pour lui, "l'union sacrée" est l'unique voie à emprunter pour éviter un effondrement de l'Etat aux conséquences incalculables pour le pays. Surtout qu'il est déjà confronté à une crise sécuritaire depuis plus de huit ans et sanitaire avec le coronavirus, auxquelles s'ajoutent depuis deux mois de fortes tensions sociales et politiques.

Il a également mis en garde contre des répercussions dans les pays voisins tels que le Niger et le Burkina Faso, également théâtres d'attentats jihadistes meurtriers, "et même au-delà", a averti le chef de l'Etat nigérien. "Le temps presse et les risques sont grands. Nous devons donc sortir de ce sommet extraordinaire avec des solutions durables et des décisions fortes, à même de garantir la stabilité du Mali et donc de la région", a prévenu M. Issoufou.

De son côté, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, dit "IBK", a dénoncé un "coup d'Etat rampant" mené par une opposition guidée par un influent chef religieux, l'imam Mahmoud Dicko et désireuse selon lui de remettre en cause la laïcité du pays. A noter que la Cédéao a proposé le 19 juillet la formation d'un gouvernement d'union nationale, qui n'a toujours pas vu le jour, et d'une nouvelle Cour constitutionnelle sur une "base consensuelle". Au climat d'exaspération nourri par des années d'instabilité sécuritaire dans le centre et le nord du pays, le marasme économique ou une



Les chefs d'État de la Cédéao lors du sommet de Bamako la semaine dernière.

corruption jugée endémique, est venue s'ajouter l'invalidation par la Cour constitutionnelle d'une trentaine de résultats de ces législatives.

Le mouvement de contestation

M5-RFP, coalition hétéroclite de religieux, d'opposants politiques et de membres de la société civile qui mène la contestation, avait annoncé le 21 juillet une "trêve" jusqu'à après la grande fête mu-

sulmane de l'Aid al-Adha prévue le 31 juillet. Mais des jeunes du mouvement, qui sont les fers de lance de la mobilisation, ont annoncé dimanche la reprise des manifestations après le 3 août.

La menace de sanctions



Les membres du M5 sont menacés de sanctions.

J.O. Libreville/Gabon

La Cédéao a brandi le bâton hier en menaçant de sanctions les opposants à son plan de sortie de crise au Mali. Lequel plan prévoit le maintien au pouvoir du président Keïta, mais prône la constitution rapide d'un gouvernement d'union nationale et des élections légis-

latives partielles.

Les 15 chefs d'Etat de la région ont prévu un régime de sanctions "contre ceux qui poseront des actes contraires au processus de normalisation", à mettre en oeuvre avant vendredi prochain, a déclaré en conclusion des travaux le président en exercice de l'Etat nigérien Mahamadou Issoufou.

En outre, ce sommet a appuyé les recommandations de la médiation menée par la Cédéao sous l'égide de l'ancien président nigérien Goodluck Jonathan, qui n'ont jusqu'ici pas obtenu l'aval du mouvement du 5-juin (M5-RFP), qui réclame depuis le mois de juin la démission du chef de l'Etat malien Ibrahim Boubacar Keïta, a-t-il expliqué.

Pour sortir de la crise dont l'élément déclencheur est une décision controversée de la Cour constitutionnelle, qui a révisé partiellement les résultats des législatives de mars-avril, ces demandes incluent la "démission immédiate des 31 députés dont l'élection est contestée, y compris le président du Parlement", Moussa Timbiné, a indiqué le président de la Cédéao. La majorité du président Keïta devra "tout mettre en oeuvre pour obtenir cette démission qui ouvrira la voie à des élections partielles". En attendant, le parlement pourra toujours fonctionner.